



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Mainframe & Business Software Procurement Division /
Div des achats des ordi principaux et des logiciels de
gestion

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet DDR - Production participative	
Solicitation No. - N° de l'invitation K4A20-200933/A	Date 2020-04-29
Client Reference No. - N° de référence du client K4A20-200933	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$EEM-058-37748
File No. - N° de dossier 058eem.K4A20-200933	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-05-29	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fradette, Michelle	Buyer Id - Id de l'acheteur 058eem
Telephone No. - N° de téléphone (873) 354-5189 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES
SOLUTIONS DE LOGICIELS-SERVICES POUR LA PRODUCTION PARTICIPATIVE
ET LA GESTION DE L'INNOVATION
À L'INTENTION
D'ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA (ECCC)

Table des matières

1.	Contexte et objet de la présente demande de renseignements	1
2.	Exigences de haut niveau	1
3.	Nature de la présente DDR	1
4.	Nature et format des réponses demandées.....	2
5.	Coûts associés aux réponses	2
6.	Traitement des réponses	2
7.	Réunions de démonstration individuelles.....	2
8.	Contenu de la présente DDR.....	3
9.	Format des réponses	3
10.	Présentation des réponses.....	4
12.	Requêtes	4
	ANNEXE A – Questions à l'industrie	5
	ANNEXE B – Renseignements sur les prix.....	9
	ANNEXE C — Définitions et acronymes	10

1. Contexte et objet de la présente demande de renseignements (DDR)

Le gouvernement du Canada (GC) est en train de déterminer les capacités et les exigences techniques des solutions de logiciels-services pour la production participative « interne » et la gestion de l'innovation afin d'être en mesure de résoudre les défis scientifiques, techniques, de conception et de politiques au sein d'un ministère et entre certaines organisations partenaires.

Depuis le début des années 2000, la production participative est devenue une méthode importante d'innovation ouverte, largement utilisée par les organisations du secteur privé. L'adjectif « participative » renvoie au fait que la collaboration avec des personnes extérieures à l'organisation peut être une source précieuse d'idées, d'expertise et de conseils en vue de résoudre une grande variété de problèmes scientifiques, techniques, de conception et de politiques.

De nombreuses solutions de logiciels-services en ligne du secteur privé offrent des services de production participative à des entreprises qui aspirent à se lancer dans des innovations scientifiques et technologiques en ayant recours à des personnes qui sont « extérieures » à leur organisation. Le Canada est conscient que le secteur privé offre également des solutions spécialisées de logiciels-services dont l'utilisation peut être limitée en « interne », c'est-à-dire, pour solliciter des solutions exclusivement au sein d'une même organisation, ce qui permet d'exploiter les compétences et l'ingéniosité des employés.

L'objectif de la présente Demande de renseignements (DDR) est de permettre aux fournisseurs éventuels d'identifier eux-mêmes leurs produits et services pertinents liés à la production participative afin que le Canada puisse :

- a) solliciter des conseils sur l'état de la technologie collaborative de solutions de logiciels-services et des services connexes qui sont utilisés pour résoudre des problèmes scientifiques, techniques et de conception « internes » à une organisation;
- b) solliciter des conseils sur les capacités de l'industrie à approvisionner et à gérer de telles technologies de production participative;
- c) solliciter des commentaires détaillés de fournisseurs éventuels sur les exigences opérationnelles et techniques, les coûts et le calendrier;
- d) informer les entreprises du mode d'approvisionnement proposé.

2. Exigences de haut niveau

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), au nom du ministère de l'Environnement et du Changement climatique (ECCC), publie la présente DDR afin de solliciter des avis sur l'approvisionnement et les coûts possibles d'une solution de logiciels-services entièrement bilingue (anglais et français) pour la production participative et la gestion de l'innovation.

3. Nature de la présente DDR

La présente ne constitue pas une demande de soumissions. Elle ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels de biens ou services décrits dans la présente DDR ne

devraient pas réserver de biens ou d'installations ni affecter des ressources en fonction des renseignements présentés dans cette DDR. La présente DDR ne donnera pas lieu non plus à la création de listes de fournisseurs. Par conséquent, le fait qu'un fournisseur éventuel réponde ou non à cette DDR ne l'empêchera pas de participer à tout processus d'acquisition ultérieur. En outre, la présente DDR n'entraînera pas nécessairement l'achat de l'un ou de l'autre des biens et des services qui y sont décrits. Elle vise seulement à obtenir les commentaires de l'industrie sur les points qui y sont abordés.

4. Nature et format des réponses demandées

Les renseignements financiers ou sur les prix fournis par les répondants doivent se trouver dans un document distinct. Le document financier ne doit comporter aucun renseignement personnel identifiant le répondant. Les répondants sont invités à présenter leurs commentaires, leurs préoccupations, et, le cas échéant, des recommandations pertinentes sur la façon de répondre aux besoins et aux objectifs définis dans la présente DDR. Les répondants sont également invités à formuler leurs commentaires concernant le contenu, le format et/ou la présentation matérielle de tout document présenté dans la présente DDR. Les répondants sont priés d'expliquer les hypothèses qu'ils avancent dans leur réponse.

5. Coûts associés aux réponses

Le Canada ne remboursera pas les dépenses que les répondants auront engagées pour répondre à la présente DDR, dont les dépenses entraînées par la participation aux rencontres faisant suite aux réponses.

6. Traitement des réponses

- a) **Utilisation des réponses** : Les réponses ne seront pas soumises à une évaluation officielle. Toutefois, le gouvernement du Canada pourrait les utiliser pour élaborer ou modifier des stratégies d'approvisionnement.
- b) **Équipe d'examen** : Une équipe d'examen composée de représentants de SPAC et d'ECCC examinera les réponses. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser des ressources du gouvernement, s'il le juge nécessaire, pour l'examen des réponses. Toutes les réponses ne seront pas nécessairement soumises à l'examen de tous les membres de l'équipe d'examen.
- c) **Confidentialité** : Les répondants devraient indiquer les parties de leur réponse qu'ils jugent de nature exclusive ou confidentielle. Le Canada traitera les réponses conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

7. Réunions de démonstration individuelles

En plus des réponses écrites, le Canada souhaite obtenir des démonstrations des solutions de logiciels-services proposées pour la production participative « interne » et la gestion de l'innovation. Après la date de clôture, l'autorité contractante assurera un suivi individuel auprès des répondants afin de programmer des réunions de démonstration individuelles. L'objectif de ces réunions de démonstration est de

permettre aux répondants de présenter une vue d'ensemble de leur solution, de poser des questions et de formuler des commentaires concernant cette DDR. Tous les renseignements et toutes les questions concernant les réunions de démonstration individuelles seront gérés et envoyés par l'autorité contractante.

Les démonstrations individuelles devraient avoir lieu par vidéoconférence sur WebEx après la clôture de la période de publication de la DDR. Des représentants des intervenants et de SPAC seront présents. Les réunions auront lieu dans la région de la capitale nationale, heure avancée de l'Est (HAE). L'objectif est de tenir des réunions de démonstration en juin 2020.

Les commentaires reçus aux rencontres individuelles feront d'abord l'objet d'une analyse aux fins d'un examen plus poussé par les intervenants, et toutes les recommandations, questions et réponses pertinentes seront incluses dans le compte rendu du jour de la réunion individuelle. Ce compte rendu sera fourni sous forme de modification à la DDR. Les questions, les commentaires et les recommandations ne seront liés d'aucune manière à un répondant en particulier.

Les participants aux réunions de démonstration individuelles devront indiquer les éléments suivants :

- a) dénomination sociale et adresse de l'entreprise;
- b) noms et titres des représentants qui seront présents;
- c) coordonnées des représentants (adresse du bureau, numéro de téléphone et adresse de courriel).

Veuillez prendre note de ce qui suit :

- la participation n'est pas obligatoire;
- les médias ne peuvent pas participer aux rencontres individuelles de démonstration.

8. Contenu de la présente DDR

- a) Annexe A — Questions à l'industrie
- b) Annexe B — Renseignements sur les prix
- c) Annexe C — Définitions et acronymes

9. Format des réponses

- a) **Page couverture** : Si la réponse comporte plusieurs documents, indiquez sur la page couverture de chacun le titre de la réponse, le numéro de la DDR, le numéro du document et le nom officiel complet du répondant.
- b) **Page de titre** : La première page de chaque document de la réponse, après la page couverture, doit être la page de titre, qui doit comporter les éléments suivants :
 - a. le titre de la réponse du répondant et le numéro du document;
 - b. le nom et l'adresse du répondant;
 - c. le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant;
 - d. la date;

e. le numéro de la DDR.

- c) **Système de numérotation** : Les répondants sont priés d'utiliser dans leur réponse un système de numérotation correspondant à celui de la présente DDR. Toute référence à des documents descriptifs, à des manuels techniques et à des brochures accompagnant la réponse devrait respecter ce système.
- d) **Nombre d'exemplaires** : Le Canada demande aux répondants de fournir un exemplaire de leur réponse.

10. Présentation des réponses

- a) **Moment et endroit où soumettre les réponses** : Les fournisseurs qui souhaitent fournir une réponse doivent envoyer celle-ci par courriel à l'autorité contractante nommée ci-dessus au plus tard à l'heure et la date indiquées à la page 1 du présent document.
- b) **Responsabilité concernant le dépôt des réponses** : La responsabilité de faire parvenir les réponses à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au répondant.
- c) **Identification des réponses** : Chaque répondant devrait s'assurer que son nom et son adresse, ainsi que le numéro de la DDR et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe. La réponse financière doit être incluse dans un document distinct, sans aucun renseignement permettant l'identification de personnes.

11. Langue des réponses

Les réponses peuvent être déposées en français ou en anglais, au choix du répondant.

12. Requêtes

Comme il ne s'agit pas d'une demande de soumissions, le Canada ne répondra pas nécessairement par écrit aux requêtes des fournisseurs ou ne distribuera pas nécessairement les réponses à tous les fournisseurs éventuels. Toutefois, les répondants qui ont des questions relatives à la présente DDR peuvent les faire parvenir à la personne suivante :

Autorité contractante : Michelle Fradette
Courriel : michelle.fradette@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone : 873-354-5189

ANNEXE A – Questions à l'industrie

Question	Réponse
Profil de l'organisation	
Q1. Décrivez votre organisation.	
Questions générales	
Q2. Comment votre solution de logiciel-service pour la production participative permet-elle de résoudre à l'interne les problèmes scientifiques, techniques, de conception et de politique au sein d'une organisation ?	
Q3. Quels attributs et quelle expérience d'utilisateur votre solution de logiciel-service offre-t-elle?	
Q4. Qu'est-ce qui rend, le cas échéant, votre solution de logiciel-service ou votre modèle d'affaires unique dans l'industrie?	
Q5. Quelles sont les autres organisations qui ont adopté votre solution de logiciel-service?	
Q6. Comment approvisionneriez-vous et géreriez-vous votre solution de logiciel-service?	
Q7. Quelles sont les exigences opérationnelles et techniques nécessaires pour utiliser votre solution de logiciel-service?	
Q8. Quel est le calendrier d'opérationnalisation de votre solution de logiciel-service? C'est-à-dire, quelles sont les estimations du temps requis pour la configurer, l'opérationnaliser, fournir tout le matériel didactique nécessaire au personnel d'ECCC et donner aux utilisateurs l'accès à la plateforme?	
Q9. Votre solution est-elle conforme aux exigences canadiennes suivantes : a) la Directive sur les pratiques relatives à la protection de la vie privée, que l'on trouve à l'adresse suivante : https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18309	

<p>b) les Normes Web du SCT (c.-à-d., la Norme sur l'accessibilité des sites Web – WCAG 2.0, niveau AA ou supérieur), que l'on trouve à l'adresse suivante : https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601.</p> <p>Dans la négative, veuillez expliquer quelles sont les exigences auxquelles votre solution ne répond pas, et pourquoi vous estimez que votre solution devrait quand même être retenue.</p>	
<p>Q10. Quelles approches recommanderiez-vous pour établir et configurer votre solution? Y a-t-il des considérations techniques requises de notre part en tant que client?</p>	
<p>Q11. Veuillez décrire les niveaux de services opérationnels attendus de votre solution.</p>	
<p>Q12. Veuillez décrire les services d'assistance offerts pour aider les utilisateurs de votre solution.</p>	
<p>Finances / Octroi de licences</p>	<p>VEUILLEZ FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS SUR LES PRIX COMME INDIQUÉS À L'ANNEXE B — RENSEIGNEMENTS SUR LES PRIX, DANS UN DOCUMENT DISTINCT QUI NE CONTIENT AUCUNE INFORMATION NI AUCUN IDENTIFIANT DE L'ENTREPRISE OU DU PRODUIT. TOUT DOCUMENT QUI COMPREND DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS OU SUR LES PRIX AINSI QUE DES IDENTIFIANTS DE L'ENTREPRISE OU DU PRODUIT NE SERA PAS ACCEPTÉ.</p>
<p>Exigences linguistiques</p>	
<p>Q13. Votre solution est-elle offerte en français et en anglais canadiens?</p> <p>Si ce n'est pas le cas, décrivez le processus par l'entremise duquel ces options peuvent être offertes.</p>	
<p>Q14. Votre solution prend-elle en charge les interfaces utilisateur et l'aide en ligne en français et en anglais canadiens? L'utilisateur peut-il basculer d'une langue à l'autre (anglais canadien et français canadien) dans l'interface utilisateur?</p> <p>Si ce n'est pas le cas, décrivez le processus au moyen duquel cela peut être réalisé.</p>	
<p>Protection des données</p>	
<p>Q15. Votre solution permet-elle au Canada de conserver un contrôle souverain sur ses données</p>	

<p>(ce qui signifie que toutes les données seront stockées sur des serveurs qui se trouvent au Canada et que toutes les données en transit seront cryptées de manière appropriée)?</p> <p>https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/technologiques-modernes-nouveaux/orientation-utilisation-securisee-services-commerciaux-informatique-nuage-amops.html</p>	
<p>Exigences en matière de sécurité</p>	
<p>Q16. Quels types et niveaux d'habilitations de sécurité canadiennes votre organisation possède-t-elle? La vérification d'organisation désignée et l'attestation de sécurité du personnel en sont des exemples.</p>	
<p>Q17. Quelles certifications et évaluations de gestion de la sécurité ont été effectuées dans votre organisation et chez le fournisseur d'infrastructure tiers parmi les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ISO/IEC 27018:2014; • ISO/IEC 27017:2015; • ISO/IEC 27001:2013; • ISO/IEC 27036; • (SOC) 2 Type II; • Publication spéciale NIST 800-161; • Contrôle de sécurité ITSG-33 SA-12. 	
<p>Formation</p>	
<p>Q18. Quelle approche recommanderiez-vous pour former les utilisateurs à votre solution? Quels types de formation seraient offerts?</p>	
<p>Stratégie de sortie et reprise après sinistre</p>	
<p>Q19. Quels services de sortie et quelles garanties de service offrez-vous pour vous assurer que vos clients peuvent passer efficacement à d'autres solutions comme les services sur place ou d'autres prestataires de services? Qui demeure propriétaire des données?</p>	
<p>Q20. Décrivez votre plan de reprise après sinistre, y compris l'architecture. Un investissement supplémentaire serait-il nécessaire?</p>	

Solutions de logiciels-services pour la production participative et la gestion de l'innovation

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Renseignements supplémentaires	
Q21. Y a-t-il des caractéristiques supplémentaires que nous n'avons pas abordées ci-dessus? Veuillez les identifier et les expliquer.	
Q22. Avez-vous des commentaires à ajouter?	

ANNEXE B – Renseignements sur les prix

VEUILLEZ FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS SUR LES PRIX DANS UN DOCUMENT DISTINCT QUI NE CONTIENT AUCUNE INFORMATION NI AUCUN IDENTIFIANT DE L'ENTREPRISE OU DU PRODUIT. TOUT DOCUMENT QUI COMPREND DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS OU SUR LES PRIX AINSI QUE DES IDENTIFIANTS DE L'ENTREPRISE OU DU PRODUIT NE SERA PAS ACCEPTÉ.

Modèle d'établissement des prix

Modèle d'octroi de licences (par abonnement, nombre d'utilisateurs simultanés, nombre d'utilisateurs nommés, autres [veuillez préciser])	Prix de la solution de logiciel-service par unité de mesure en CAD (par utilisateur, par entreprise, par consommation, mensuellement, annuellement, autre [veuillez préciser], en dollars canadiens)	Services de soutien (services de maintenance et de soutien des logiciels, services professionnels, formation, autre [veuillez préciser])	Prix des services de soutien par unité de mesure en CAD (tarif journalier, par heure, par forfait, autre [veuillez préciser], en dollars canadiens)	Souplesse (La solution permet-elle une résiliation anticipée de l'abonnement, de la licence ou du service?)	Coût d'une cessation anticipée (en dollars canadiens)

ANNEXE C — Définitions et acronymes

Sigle, acronyme ou terme	Définition
ECCC	Environnement et Changement climatique Canada
Production participative externe	Pratique qui consiste à faire appel à un grand nombre de personnes pour trouver des solutions à des défis extérieurs à l'organisation d'où proviennent les défis.
GC	Gouvernement du Canada
Gestion de l'innovation	Les outils, techniques et processus conçus pour faciliter et améliorer l'innovation au sein d'une organisation.
Production participative interne	Pratique qui consiste à faire appel à un grand nombre de personnes pour trouver des solutions à des défis au sein de l'organisation d'où proviennent ces défis.
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada
DDR	Demande de renseignements
LS	Logiciel-service